

Nicolas Baverez : « L'insoutenable préférence française pour la retraite »- Le Figaro
29 juin 2026-



CHRONIQUE - Les retraites sont devenues en France, du fait de la démagogie de la classe politique, l'instrument de la spoliation des jeunes. Au mépris de la compétitivité de notre pays et de son avenir.

Trente-cinq ans après le livre blanc de 1991, le spectre des [retraites](#) hante plus que jamais la vie politique française, programmant l'implosion des finances publiques, alimentant la guerre des générations, délégitimant les institutions représentatives. Avec pour symbole le psychodrame de la réforme portée en 2023 par Élisabeth Borne, qui relevait à 64 ans l'âge de départ à la retraite. Votée dans un climat de tensions et de violences, elle a été suspendue par ceux-là mêmes qui en avaient défendu le caractère indispensable - fait sans précédent sous la V^e République, qui restera comme l'une des pires trahisons des quinquennats d'Emmanuel Macron, pourtant fertiles en la matière.

Pour toutes ces raisons, il ne fait aucun doute que la réforme du système de retraite a vocation à se trouver au cœur de la campagne présidentielle de 2027, qui a été présentée comme devant permettre aux citoyens de trancher le débat mis en apesanteur par leurs dirigeants. Mais il n'y a pour l'heure pas plus de campagne que de débat. Et nul ne se préoccupe des retraites comme des finances publiques.

Le contraste est total avec l'Allemagne, où le chancelier, Merz, quand bien même la dette publique est limitée à 63 % du PIB contre 117,5 % en France, a rompu avec l'immobilisme et la procrastination de sa grande coalition pour proposer une réforme majeure du système de retraite. S'inspirant de la réinvention du modèle suédois en 1999, elle repose sur trois piliers : l'introduction progressive d'ici à 2031 d'une capitalisation obligatoire à hauteur de 2 % des salaires, financée à parts égales par les employeurs et les salariés ; l'ajustement automatique de l'âge de départ fixé actuellement à 67 ans sur l'espérance de vie à partir de 2032, avec un impact potentiel de 6 mois de relèvement par décennie ; la convergence des régimes de retraite des salariés, des travailleurs indépendants et des fonctionnaires.

Rien de tel en France, où la situation est pourtant critique. Les dépenses de retraite s'élèvent à 422 milliards d'euros, soit 14,1 % du PIB contre 12 % en moyenne dans l'Union, représentant 24,3 % des dépenses publiques. Le système repose sur trois caractéristiques sans équivalent dans les pays développés, qui sont autant d'impasses. La manipulation comptable, tout d'abord : le déficit officiel ressortit à 8 milliards d'euros, mais il ne prend pas en compte quelque 85 milliards de subventions de l'État. Le véritable déficit est donc proche de 100 milliards d'euros - soit la quasi-totalité du déficit autorisé par les critères de Maastricht. Il a généré la moitié des 1300 milliards de dettes accumulés par Emmanuel Macron depuis son élection de 2017.

La générosité extrême des pensions, ensuite, puisque le taux de remplacement atteint 72 % contre 55 % en Allemagne ou 54 % au Royaume-Uni, avec pour effet d'assurer aux retraités un revenu moyen supérieur de 10 % à celui des actifs, ce qui constitue une arme de dissuasion massive contre le travail. Le monopole de la répartition, enfin, qui débouche sur l'accumulation de 12 300 milliards d'euros d'engagements de retraite, qui s'ajoutent aux 3 500 milliards de dette publique dans le passif de l'État.

La France est donc devant un choix très clair. Soit réformer le système des retraites pour assurer sa stabilité. Soit programmer à bref délai un choc financier majeur, du type de celui subi par l'Italie en 2011

Cette exception française des retraites est devenue insoutenable. Insoutenabilité démographique, avec, pour la première fois depuis 1945, 6000 décès de plus que les naissances en 2025 et [une fécondité en chute libre](#) ramenée à 1,56 enfant par femme ; en 2026, les plus de 65 ans seront aussi nombreux que les moins de 20 ans, ne laissant que 1,6 actif par retraité contre 4 pour 1 en 1945. Insoutenabilité économique avec une croissance très faible, une productivité stagnante depuis dix ans, un taux d'emploi limité à 69,5 % contre 77,5 % en Allemagne, un chômage structurel touchant près de 10 % de la population active. Insoutenabilité financière avec une dette de 117,5 % du PIB, dont le service explose avec la hausse des taux, mobilisant 77 milliards d'euros en 2026 et plus de 100 milliards dès 2029. Insoutenabilité opérationnelle avec la cannibalisation des missions régaliennes de l'État, réduites à 3,6 % du PIB, mais aussi de l'enseignement,

puisque 30 des 90 milliards de dépenses éducatives sont affectées aux pensions des enseignants. Insoutenabilité politique et sociale avec la spoliation des générations futures et l'alimentation des colères qui fournissent le terreau du populisme.

La France est donc devant un choix très clair. Soit [réformer le système des retraites](#) pour assurer sa stabilité. Soit programmer à bref délai un choc financier majeur, du type de celui subi par l'Italie en 2011.

Le sauvetage du système des retraites passe par des mesures qui lui sont propres, mais aussi par son insertion dans un projet de redressement de l'économie française et de reprise de contrôle [des finances publiques](#). **La première priorité consiste à rétablir la vérité des comptes en faisant la transparence sur l'ampleur des transferts de l'État. Le rééquilibrage du système de répartition implique d'associer la désindexation partielle et ciblée des pensions d'une part, le relèvement de l'âge de départ à la retraite en fonction de la progression de l'espérance de vie. Simultanément, les inégalités entre les régimes devront être fortement réduites, particulièrement entre secteur privé et secteur public. Enfin, le socle de la répartition a vocation à être complété par la mise en place d'une retraite par capitalisation, dont la gestion pourrait être confiée aux partenaires sociaux - à l'image de l'Agirc-Arrco, dont le pilotage s'avère bien plus performant et responsable que celui du régime général. La création d'un régime de capitalisation - que préfigure la réussite du PER, qui compte plus de 13 millions de contrats portant sur 150 milliards d'euros - constitue par ailleurs un levier décisif.**

Les retraites sont devenues en France, du fait de la démagogie de la classe politique, l'instrument de la spoliation des jeunes et de la perte de la maîtrise de notre destin. Elles symbolisent l'effondrement d'une nation qui refuse d'investir, d'innover et de se transformer pour répondre aux défis du XXI^e siècle, préférant vivre dans le passé et se ruiner pour le sanctuariser, donnant tout aux pensions et rien aux berceaux. Érigeons les retraites en laboratoire d'un nouveau pacte entre les générations comme entre l'État, les entreprises et les citoyens, au service de la compétitivité, de la sécurité et de la souveraineté de la France.